

L'INTERDISCIPLINARITÉ COMME INDISCIPLINE

Les « contre-allées » d'une recherche sur les médias au Burkina Faso

Sylvie Capitant



L'interdisciplinarité est un moyen épistémologique pour contribuer à restituer au réel une certaine unité que les conditions de production du savoir scientifique ont tendance par nécessité heuristique à lui enlever (Franck 1999 ; Hamel 2005 ; Kasavin 2008). Elle conduit ainsi à faire parfois preuve d'indiscipline par rapport au(x) champ(s) scientifiques et disciplinaire(s) dans le(s)quel(s) le chercheur évolue et est évalué. C'est finalement faire œuvre d'une indispensable « indiscipline » qui conduit à cheminer par des « contre-allées » (Freymont *et al.* 2003 : 8). Le chercheur se doit d'être indiscipliné face au sens commun pour le dépasser, s'en détacher, construire un objet de recherche et être en mesure de produire un savoir scientifique. Cette indiscipline peut aussi se déployer vis-à-vis de sa propre discipline, afin de prendre conscience de ses implicites et de voir sous l'éclairage particulier de chaque discipline ces parts du réel qui restent nécessairement dans l'obscurité. Cette perception rejoint celle de Resweber qui, dans un brillant et corrosif ouvrage sur l'interdisciplinarité, évoque sa « fonction contestataire » (Resweber 1981 : 33-45).

Ce faisant, le chercheur s'engage alors dans des « contre-allées », des voies de traverse qui ne sont que très rarement des raccourcis. Elles conduisent régulièrement dans des méandres qui font regretter de s'être éloigné des routes principales. Synonymes souvent de cheminement solitaire, elles sont néanmoins riches d'inattendus, de surprises et de reformulations. Même si elles débouchent parfois au même endroit que les routes principales, le chemin pour y accéder a été très différent. Le voyageur et le récit dont il est porteur s'en trouvent modifiés. Elles font aussi passer par des lieux depuis lesquels il est permis de voir ce qui autrement n'aurait pas été visible.

Cet article décrit ce cheminement par des contre-allées à propos d'une recherche menée à la fin des années 2000 portant initialement sur les médias au Burkina Faso – en particulier les radios – et leur rôle en démocratie. Il met en évidence les moments charnières au cours desquels des médiations disciplinaires ont été opérées, au sens de Duchastel et Laberge (1999), approche sur laquelle l'introduction de ce dossier revient. Recherche initiée sous la double tutelle des

sciences de l'information et de la communication et de la sociologie politique, elle s'est progressivement confrontée aux « impensés » de ses disciplines de référence et a ainsi « bricolé » une pratique interdisciplinaire. Elle a finalement donné lieu à trois actes d'interdisciplinarité principaux autour desquels cet article est construit.

De l'interdisciplinarité comme indiscipline quotidienne

Comment faire pour que l'interdisciplinarité ne soit pas qu'un slogan sympathique et attractif, mais vide de sens ? Cette indispensable rigueur trouve dans le texte de Duchastel et Laberge (1999) des arguments essentiels. Les auteurs, d'un point de vue sociologique et selon une perspective franco-québécoise, proposent de concevoir la recherche comme un espace de médiation interdisciplinaire dotée de quatre dimensions : la construction de l'objet, l'épistémologie, la méthode et l'herméneutique comprise comme la restauration de la complexité des objets¹.

La recherche dont il est fait mention ici illustre ce cadre conceptuel, même si ces opérations de médiations disciplinaires ne se sont formulées clairement qu'*a posteriori*. Il est important de le souligner, car, comme le rappelle Berthelot (1999 : 9), l'interdisciplinarité relève avant tout de la pratique et survient souvent des intuitions d'un chercheur insatisfait de la violence qui naît de l'indispensable réduction méthodologique de son objet de recherche. C'est la raison pour laquelle un retour sur le cheminement de la recherche et sur les « bricolages » (De Certau 1980) auxquels elle a donné lieu s'avère intéressant afin de capitaliser sur les expériences et de fournir des éléments pour une théorisation plus générale.

Cette recherche s'inscrivait initialement dans une question programmatique largement partagée à l'époque, qui consistait à revenir sur le rôle des médias dans le processus de démocratisation en Afrique subsaharienne, à définir leur fonction exacte dans l'évolution politique, et à en cerner les lacunes et éventuellement les dangers. La recherche a été menée au Burkina Faso, pays qui présentait une situation « intermédiaire » entre, d'un côté, une situation de grand libéralisme politique et médiatique alors illustrée par le Ghana, le Sénégal ou encore la Côte d'Ivoire ; et de l'autre, un système politique contraint et autoritaire comme celui du Togo. Au fil d'une longue confrontation au terrain (entre 2003 et 2006), ce positionnement initial s'est avéré très vite limité, inadapté et trop étriqué. Étape somme toute assez banale du processus de recherche, trois actes d'interdisciplinarité ont été posés en cours de travail, trois registres de médiations disciplinaires qui se sont avérées décisives pour la suite : une médiation au niveau de l'objet de recherche, une autre au niveau de la méthode, et enfin, une dernière au niveau herméneutique qui a mobilisé un cadre interprétatif inhabituel pour ce type de recherche. Ces trois médiations ont conduit à remettre en cause la relégation à la périphérie de la sociologie de la communication de l'étude des

1. Pour plus de détails, voir la présentation du numéro.

médias en Afrique, à mobiliser une approche de résolution ethnosociologique empruntant largement à l'anthropologie et à recourir à la sociolinguistique pour faire parler les matériaux de recherche.

L'étude des médias en Afrique

Pour se confronter à l'intention initiale de recherche, un corpus de références était évidemment à disposition. Il n'était pas neutre et véhiculait des implicites qu'il a été nécessaire de questionner. Les médias en Afrique avaient été étudiés au fil des époques, au fil des paradigmes sur le développement et des disciplines mobilisées de manière différente. Dans les années 1960, le paradigme de la modernisation battant son plein, les médias africains nouvellement créés étaient envisagés comme des « outils de développement » censés impulser un changement social, accompagner les masses rurales vers des bonnes pratiques et initier un développement efficace et rapide, notamment rural. Ce fut l'époque des microprogrammes, de la mise en place d'outils de communication de vulgarisation de techniques agricoles, etc. Dans les années 1970, sous l'influence du paradigme de la dépendance et de la domination, l'étude des médias et l'appel à un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (Rapport Mac Bride porté par l'Unesco) attirent l'attention sur le déséquilibre de l'information entre le Nord et le Sud, sur les flux d'information à sens unique et sur les risques d'uniformisation culturelle via les médias. Les États africains, à quelques exceptions près, attachés à défendre le monolithisme du paysage médiatique caractérisé alors par l'absence de médias privés, s'engouffrèrent dans cette porte, s'insurgèrent contre cette domination culturelle véhiculée par les médias et leur assignèrent le rôle d'unité nationale et donc, implicitement, d'unicité de voix. Dans les années 1990, les indéniables évolutions que connaît le continent vont contribuer à faire émerger un autre courant de recherche prenant acte de l'incroyable dynamisme des médias et des espoirs politiques de l'époque. La question centrale est la suivante : comment ces nouveaux médias vont-ils influencer les démocraties (re)naissantes ? Ces années de retour au pluralisme politique sont aussi celles de la réémergence d'un pluralisme médiatique (les années d'indépendance avaient connu un vrai pluralisme de la presse) et de l'apparition, pour la première fois, d'un pluralisme des médias audiovisuels. Les médias fleurissent, un « nouvel objet de recherche » devient visible, un domaine de recherche se constitue qui s'articule autour de trois pôles. Le premier est largement porté par les sciences de l'information et de la communication, formalisée en discipline en France dans les années 1970, dans lesquels l'histoire occupe une grande place. Faisant suite à un courant plus ancien (Mytton 1983 ; Wilcox 1975), cette approche s'attache à décrire les paysages médiatiques en pleine évolution (nombre de médias, leurs tirages, leurs programmes, etc.), les acteurs, les contenus, la socio-économie des organisations médiatiques, les pratiques professionnelles, les instances de régulation (Tudesq 1985, 1998 ; Lenoble-Bart 2003 ; Frère 2000). Le courant anglo-saxon, qui ne se structure

pas en filière info/comm mais en *Media studies*, est très dynamique (Bourgault 1995), notamment dans la veine des *Cultural studies* – médias et culture, médias et minorités, etc. – (Ugboajah 1985; Ang 1992). Le fil d'Ariane de ses travaux est de se focaliser sur le contexte politique, économique, social, culturel et technologique des médias. Le deuxième pôle, plus largement investi par les politologues, et très influencé par la «transitologie», s'intéresse au rôle des médias africains dans les évolutions politiques de l'époque : déclencheur, moteur, chien de garde, contre-pouvoir, délibération, formateur de l'opinion publique, attiseur des conflits ? (Hyden *et al.* 2002; Kasoma 1995). Ces auteurs ont tendance à mener une réflexion par « analogie » dans laquelle l'Afrique n'est que le pendant creux et sans spécificité d'un modèle expérimenté ailleurs (dans l'Europe des lumières, en Europe de l'Est, etc.), ce que certains chercheurs africains (Mamdani 2004; Nyamnjoh 2005) ne tarderont pas à leur reprocher. Le troisième enfin, plus récent, plus diversement investi par les disciplines et par les chercheurs africains auxquels des revues comme *JAMS* et *Ecquid Novi*² donnent un large écho, cherche à produire des analyses mieux ancrées sur le terrain, plus attentives à documenter le travail des femmes et des hommes de médias, les cadres de pensées dans lesquels ils évoluent au quotidien, et non plus seulement dans un contexte de transition, de crise ou selon un modèle de référence exogène (Frère 2010; Sterlitz 2005). Cette approche se débarrasse progressivement de cette assignation de « rôles » si longtemps caractéristique de l'étude des médias en Afrique.

Les dernières années ont suscité l'apparition de nouvelles directions. La première, influencée notamment par les agences de développement, voit dans les médias des outils potentiels de résolution de conflits. Se développe l'idée d'un « journalisme de paix » selon lequel la diffusion de reportages équilibrés, l'accentuation sur les initiatives de paix plutôt que sur les massacres et l'amélioration de l'interconnaissance des parties en présence peut jouer un rôle positif sur les conflits (Howard 2005). Enfin, depuis la fin des années 2000, les médias en Afrique sont largement étudiés par le biais de la question des technologies de l'information et de la communication, qui parfois donnent l'impression d'avoir effacé tous les « anciens médias ». Source d'une très grande inventivité, cette dimension numérique marque de son empreinte les productions académiques contemporaines (Chéneau-Loquay 2010; Kiyindou 2010; Nyamnjoh *et al.* 2009).

2. Se structurent progressivement dans le monde anglo-saxon les *African media studies*, que ce soit à l'Université de Westminster en Grande-Bretagne autour du Africa Media Centre animé par Winston Man, éditeur de la revue *JAMS*, ou en Afrique du Sud autour de Herman Wasserman, qui anime le Research Unit for Media in the Global South (RU MIGS) à Rhodes University et publie la revue *Ecquid Novi*. Il n'y a aucune structure ni revue comparable dans le monde francophone. Pour plus de détails et pour mieux connaître le dynamisme et les particularités de la recherche anglophone, voir le dossier coordonné à ce sujet par Sylvie Capitant et Marie-Soleil Frère (2011).

La recherche sur les médias au Burkina Faso s'ancra donc assez naturellement dans ce paysage scientifique et se donna pour objectif premier de décrire les médias en place, leur travail, leur production. Les premiers travaux de terrain sont réalisés au sein de structures médiatiques pour observer les conditions de production des programmes, la « fabrication » de l'information dans ces contextes et les pratiques professionnelles à l'œuvre : sélection de l'information, fonction de mise à l'agenda (*agenda setting*), biais dans le choix des couvertures. Au terme de cette étude, une certaine frustration demeurait. Ce paradigme ne parvenait pas à éclairer l'influence sociale de ces médias et surtout leurs relations avec les auditeurs, les publics. Cette absence – difficile de ne pas le constater une fois immergée dans le terrain – reproduisait finalement les implicites véhiculés par le corpus scientifique disponible, très largement médiacentrique, peu attentif aux publics et interrogeant essentiellement les médias en termes de fonctions et de rôles. À ce stade, une première médiation disciplinaire a été opérée afin de sortir de cette vision disciplinaire et géographique. Elle s'est traduite par l'ouverture à la littérature non africaniste travaillant sur les médias et à plus grande familiarisation avec des travaux plus sociologiques et moins marqués par les sciences de l'information de la communication, discipline principale dans la production des travaux sur les médias en Afrique ces dernières années.

Cette contre-allée a permis de faire émerger certains points morts de l'analyse des médias en Afrique, notamment la question des publics et celle des usages.

Un public fantôme et les risques d'insularisation

En effet, les différentes approches mobilisées pour étudier les médias en Afrique sont très médiacentriques, et si la figure du public est présente, ce dernier n'existe que passivement : il reçoit les messages plus qu'il ne les interprète ou en fait usage. Lorsque les médias sont envisagés comme des outils de développement ou de changement social, l'accent est mis sur le message. Si le modèle de la seringue selon lequel tout message diffusé est mécaniquement incorporé par le public est devenu largement obsolète, les modalités de réception de ces messages de changement sont encore largement inexplorées. Dans l'approche critique traitant des flux d'information entre l'Occident et le reste du monde, la question de la réception est abordée, le public africain étant présenté comme une victime potentielle de l'occidentalisation massive des programmes. Le public n'est que passif et ces développements idéologiques n'ont pas donné lieu à l'époque à des recherches de terrain d'envergure. Dans le courant portant sur les médias en tant qu'outils de démocratie, l'accent est mis sur les nouveaux acteurs médiatiques, leurs structures, leurs programmes et leurs relations avec le politique, mais le public, comme auditoire médiatique actif et réceptif, a été largement oublié. Très peu d'études portent sur les pratiques d'écoute des auditeurs, sur leur appréciation des programmes ou sur leur évaluation du pluralisme médiatique. Si les recherches sur les médias comme outils de paix s'intéressent aux publics, c'est encore en termes d'effets (quels sont les effets de

programmes promouvant les cultures de paix et de tolérance ?, par exemple). Il faudra attendre la fin des années 2000 pour que ces préoccupations reviennent sur le devant de la scène et qu'on s'interroge fondamentalement sur « ce que les Africains font des médias plutôt que ce que les médias font aux Africains » (Willems 2006 : n.p.). Ce retour du public s'observe dans les recherches actuelles. La généralisation et la multiplication des télévisions relancent les études de réception dans la veine notamment des *Cultural studies* (question sur la réception des *telenovellas*, par exemple, dans Werner 2006). La montée en force d'une recherche nationale, et donc de chercheurs plus proches de leurs terrains qui comprennent les langues nationales, facilite les études de réception (Mabweazara et Sterlitz 2011 ; Mwesige 2011). Enfin, l'avènement des nouvelles technologies et de la communication réactualise l'idée de participation et la figure du public comme coproducteur de contenu. Les publics reviennent progressivement sur le devant de la scène, mais ce mouvement est bien tardif comparativement à ceux qu'a connus la sociologie « générale » de la communication.

Ce « public fantôme » africain, pour paraphraser l'ouvrage de Lippmann, peut s'expliquer par plusieurs raisons : inexistence dans beaucoup de pays africains de sondages permettant une connaissance de l'audience ; difficultés à mettre en place des recherches de temps longs en termes de réception ; forte influence dans le domaine de la production scientifique des années 1990 fascinée par les nouveaux acteurs médiatiques, etc. Mais, plus fondamentalement, l'hypothèse avancée ici, et formulée à partir de l'étude des médias en Afrique, est que l'on observe une certaine insularisation des études africanistes ; insularisation coproduite, non seulement par une relative relégation de la part des disciplines des études africanistes, mais aussi par les chercheurs eux-mêmes, qui s'empêchent de mobiliser les paradigmes de leur discipline sur leur terrain. Dans l'exemple des médias en Afrique, cette insularisation se voit avec force dans la question des publics. Alors que la figure est depuis au moins une vingtaine d'années devenue centrale dans l'étude des médias (études d'audience, sociologie de la réception, sociologie des publics), elle est particulièrement discrète dans les études sur les médias en Afrique.

Cette absence traduit une caractéristique plus fondamentale de l'étude des médias sur le terrain africain. Cette absence n'est finalement que le symptôme. Il s'agit de la très faible mobilisation des épistémès de la communication, comme Lucien Sfez (2001) aime les appeler. Ce champ d'étude use en effet avec une grande parcimonie des postures, paradigmes, approches théoriques développés par leurs collègues qui étudient les médias dans d'autres contextes. Aussi, cette montée en force du « récepteur » caractéristique des dernières décennies, selon Sfez, des études en communication ne s'est pas ou très tardivement observée dans l'étude des médias en Afrique. De manière générale, il est étonnant de constater que les modèles théoriques mobilisés pour l'étude des médias sont très peu cités, utilisés et réinterprétés lorsqu'il s'agit de l'Afrique subsaharienne. En retour, évidemment, l'étude des médias en Afrique contribue peu à renouveler la sociologie de la communication alors que les phénomènes qu'elle donne à

observer sont d'une extrême singularité et d'une très grande richesse. Le corpus disponible sur ces questions est donc caractérisé par cet aspect insulaire, faisant encore apparaître comme «exotiques» les études des médias sur ce terrain, procurant peu de reconnaissance professionnelle et jouissant d'une aura modérée au sein de la branche générale des SIC ou de la sociologie de la communication. Cette situation rappelle certains aspects de ce que Georges Balandier (2002) décrivait sur les perceptions de l'anthropologie politique africaniste à ses débuts.

Cette mise à distance vis-à-vis d'un corpus disciplinaire a conduit aux deux premiers actes d'interdisciplinarité posés dans cette recherche : la reformulation de l'objet de recherche, et la mobilisation d'une méthode largement inspirée de l'anthropologie.

La reformulation interdisciplinaire de l'objet de recherche : Du rôle des médias à leurs usages par les publics

Au lieu de travailler sur les conditions de production des médias, la recherche s'est centrée sur les publics, inspirée par les productions stimulantes des années 1990-2000 sur la sociologie des publics (Cefaï et Pasquier 2003 ; Elisasoph 2003 ; Leclerc-Olive 2006), élaborées à partir de terrains non africanistes, et sur lesquelles il serait trop long de revenir ici. Cette première médiation a conduit à quitter les salles de rédaction, les studios et les camions de reportage pour se demander non pas «ce que les médias font aux publics, mais ce que les publics font des médias». Cette formule des années 1970 a été lancée par le courant dit des «usages et gratifications», courant de la sociologie empiriste américaine plaçant cette question des usages au centre de l'analyse (Katz *et al.* 1973 ; Katz 1989). Trois piliers importants de l'approche des usages et gratifications ont été retenus. Le premier est celui de l'audience active, qui présuppose non seulement que l'audience est au centre de la recherche mais – et c'est là que ce courant se différencie de la sociologie de la réception – qu'elle est dotée d'intentions et de besoins qu'elle cherche à satisfaire notamment par les médias. Le deuxième principe fort consiste à considérer les médias non pas comme des outils ayant des «effets», mais comme des «outils» dont les audiences peuvent se saisir, ce qui est un renversement de perspectives stimulant. Le troisième principe est celui de la non-exclusivité des médias comme outils à la disposition des audiences. Cet aspect implique d'intégrer dans une même étude des moyens médiatiques et non médiatiques, essentiellement les relations interpersonnelles. Cet éclairage paraissait intéressant dans le contexte africain et particulièrement adapté pour documenter non pas ce que les médias devraient faire en démocratie, mais ce que les gens font des médias au quotidien des pratiques démocratiques dans lesquelles ils s'engagent.

C'est en effet de cette façon que l'objet de recherche a été reformulé, constituant ce qu'on appelle ici le premier acte d'interdisciplinarité. Souhaitant se démarquer du modèle médiacentrique disponible, le mouvement opéré a consisté à replacer les publics au centre et à mobiliser un cadre interprétatif emprunté à

la sociologie de la communication. Dans ce double mouvement notamment de tension centrifuge puis de synthèse propre à l'interdisciplinarité décrit par Sfez (2001), l'objet de recherche s'est progressivement reconstruit pour s'établir comme suit : usages des radios dans les pratiques démocratiques au Burkina Faso. Le centre de l'attention n'était pas tant les médias, mais la manière dont des personnes engagées dans des activités de manifestation ou des activités de vote, par exemple, usaient ou non des radios dans le cadre de la réalisation de leurs pratiques. Il s'agissait aussi d'intégrer les autres types d'outils non médiatiques dont ils se saisissaient.

Cette nouvelle orientation a conduit à repenser profondément la méthodologie de recherche, mobilisant cette fois les apports de l'anthropologie et en mettant en place une ethnosociologie, peu souvent mobilisée dans l'étude des médias en Afrique.

Une approche ethnosociologique

Cette préoccupation des publics et de leurs usages des médias a incité à réinterroger les méthodes mobilisées pour l'étude des médias en Afrique et a contribué à l'élaboration d'un cadre méthodologique relevant de l'ethnosociologie. L'ethnosociologie est une façon de pratiquer la sociologie et d'analyser les faits sociaux caractérisée par l'usage d'outils inspirés de l'anthropologie : une longue présence sur le terrain, une immersion dans le milieu ou le monde social étudié, l'usage de l'observation participante, de notes et d'entretiens qualitatifs ou ethnographiques. Si la « qualité ethnographique peut s'appliquer à tout type d'enquête qui repose sur une insertion personnelle et de longue durée du sociologue dans le groupe qu'il étudie » (Schwartz 1993 : 267), de manière plus large, l'ethnosociologie est « une façon de pratiquer la sociologie qui s'oppose à la conception dominante appelée ici "sociologie standard" (ou encore, parfois sociologie positiviste, quantitative, etc.) » (Lapassade 1991 : 12) ; un type de recherche qui « s'inspire de la tradition ethnographique pour ses techniques d'observation, mais qui construit ses objets par référence à des problématiques sociologiques » (Bertaux 2005 : 19).

Cette approche s'inscrit dans la suite d'une longue lignée de recherches aussi bien anthropologiques que sociologiques. Elle puise ses racines dans les premiers travaux anthropologiques (Boas, Malinowsky). Elle est héritière de l'École de sociologie de Chicago, de la première génération (Roger Ezra Park) et de la deuxième génération (Hugues). Elle a été influencée par l'interactionnisme symbolique (Blumer, Goffman) qui va non seulement faire de l'observation ethnographique un outil central du travail sociologique, mais va aussi lui donner des bases théoriques solides. L'anthropologie a largement contribué au renouveau de cette approche ethnosociologique qu'à la suite d'Olivier de Sardan (1995) on nomme plus habituellement socio-anthropologie.

Cette médiation au niveau de la méthode s'est en effet avérée nécessaire du fait de la reformulation de l'objet de recherche, une médiation en appelant une autre. Ce cadre méthodologique s'est traduit par un séjour de près de trois ans sur le terrain entre 2003 et 2006 dans la ville de Ouahigoya dans la province du Yatenga au Burkina Faso et dans les villages environnants, par l'identification des acteurs en présence et des situations auxquelles ils sont confrontés, par l'apprentissage de la langue mooré majoritairement parlée dans la région, par la conduite d'observations participantes et d'entretiens auprès des médias et auprès d'acteurs engagés dans des pratiques démocratiques afin de recueillir leurs « récits d'expériences ». À partir de ce matériau de nature qualitative, un travail de « *go-between* » dont parle Olivier Schwartz (1993 : 303) a été mené, qui consistait à prendre au sérieux la « profondeur » des objets ethnographiques et à passer du « situationnel » au « structurel », donnant lieu à la troisième médiation jouant sur l'interprétation des matériaux de recherche.

Une interprétation « extensive »

Le cheminement par contre-allée a transformé la question du rôle des médias en une interrogation sur leurs usages, placé la question des publics au centre de l'analyse et a favorisé l'emploi d'outils ethnosociologiques. Le cadre du terrain s'en est trouvé modifié. Les sujets de recherche n'étant plus exclusivement les hommes et femmes de médias mais les personnes faisant usage de ces médias dans la réalisation de certaines pratiques démocratiques, notamment les électeurs ruraux au cours de l'élection présidentielle de 2005. Cette double médiation a produit des matériaux de recherche particuliers qui ont conduit à une troisième médiation, portant cette fois sur le cadre interprétatif.

Pour Duchâtel et Laberge, le niveau herméneutique de la médiation se rapporte « à l'interprétation globale de l'objet », à la manière d'interpréter les données, d'avoir une interprétation globale plus ou moins « extensive » (Duchastel et Laberge 2003 : 7). L'interprétation intensive étant principalement encadrée par la pratique strictement disciplinaire. Dans la recherche dont il est question ici, la médiation disciplinaire a été très forte lors de cette phase interprétative et a mobilisé une approche de sociolinguistique porteuse.

Avant et après l'élection présidentielle, des entretiens ont ainsi été réalisés auprès d'habitants d'un village de la région du Yatenga. Ils portaient sur la pratique du vote et sur les usages des médias dans ce cadre. L'interprétation initialement menée se focalisait essentiellement sur ces récits de pratiques, faits en mooré, mais traduits en français. Dans un deuxième temps cependant, une médiation a été opérée afin de prendre en compte la langue des interlocuteurs et « leurs mots du politique », faisant ainsi un long détour consistant à revenir aux entretiens originaux et à retravailler en mooré ; détour qui s'est révélé infiniment payant pour la compréhension des usages faits des médias et du sens qui leur est conféré. Cette analyse de nature linguistique et relativement inhabituelle dans le champ de l'étude

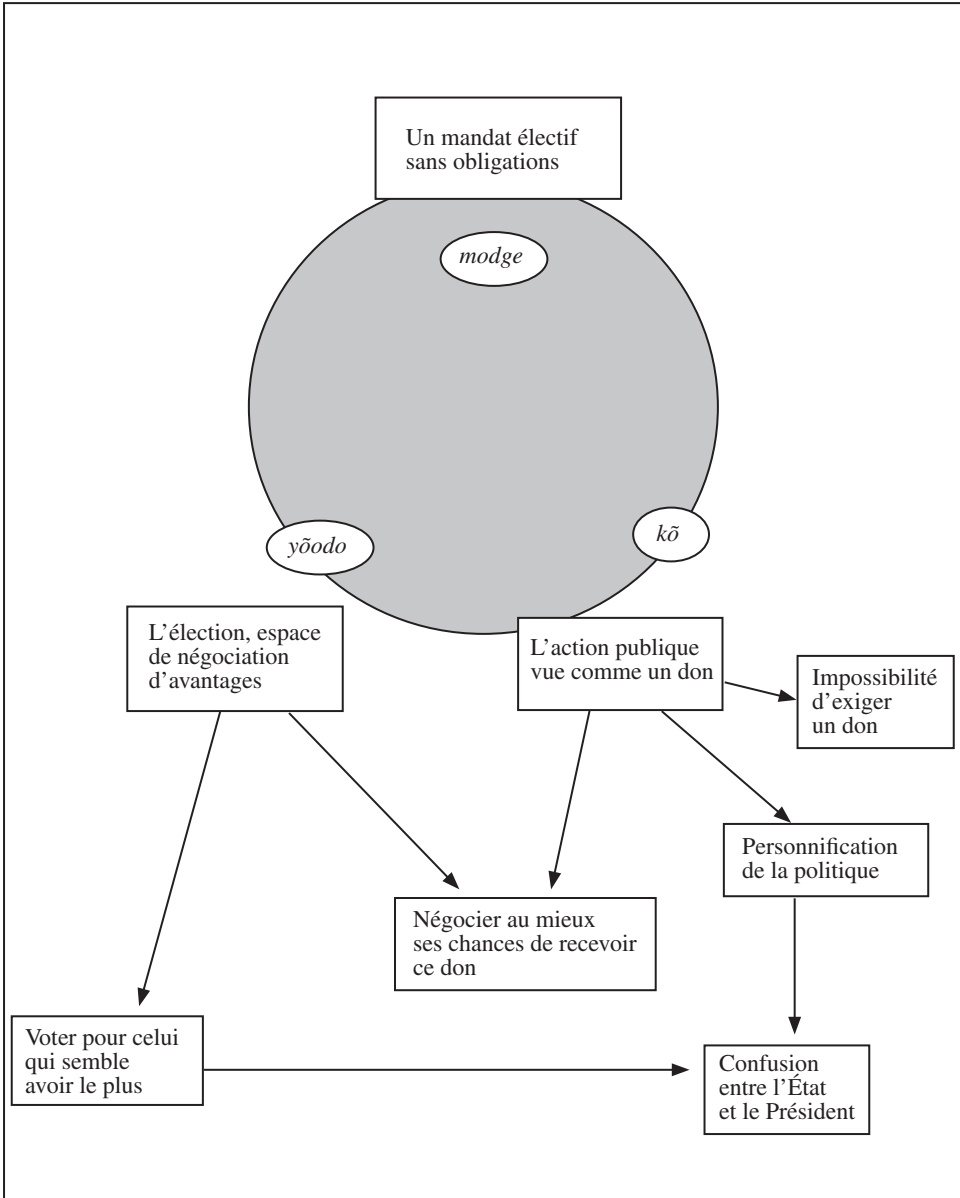
des médias en Afrique a permis d'offrir une compréhension fine de la perception de l'acte électoral dans ce milieu rural³ ; compréhension qui s'est finalement avérée fondamentale pour percevoir l'usage fait des médias et qui n'aurait sans doute pas été possible avec une interprétation plus classique. Cette médiation herméneutique a permis de mettre en évidence deux points essentiels : une conception du politique comme l'art de suivre, et la déconnexion des espaces médiatique et politique.

La politique comme «l'art de suivre»

Les mots utilisés pour parler du «pouvoir républicain» (le président de la république, le chef, le vote, le pouvoir) sont les mêmes que ceux utilisés pour parler du «pouvoir traditionnel», en l'occurrence le «pouvoir mossi» très bien décrit par Izard (1985) et à maintes reprises complété. Le groupe social et culturel des Mossi possédant une structure politique forte et très hiérarchisée, leur champ lexical politique est riche pour décrire une élection présidentielle républicaine. Quand les mots viennent à manquer et que les gens ne trouvent pas d'équivalence avec ce qu'ils connaissent déjà, ils utilisent des mots en français, et dans le cas contraire un mot du pouvoir mossi. Le président de la République est ainsi désigné par *naaba*, mot mooré qui qualifie «celui qui est en possession du *naam*». Le *naam*, souvent traduit en français par «pouvoir», est chez les Mossi le droit légitime de commander des hommes, reçu par tradition et exercé sur un territoire déterminé. Il est en effet réservé à l'usage exclusif des héritiers des conquérants mossi (Savonnet-Guyot 1986: 91). Il désigne ceux dotés d'un commandement, aussi bien le chef du Yatenga que le chef de village. Les candidats aux élections présidentielles sont littéralement appelés les «chercheurs de *naam*» (*naam baoba*). Voter n'a pas d'équivalent direct en mooré (il y a bien une désignation des chefs traditionnels mais elle est limitée à un aéropage très resserré); si le mot français est donc utilisé, c'est néanmoins le terme mooré «*n yāke*» qui est le plus courant. «*N yāke*», c'est enlever quelque chose ou quelqu'un d'un ensemble plus important. C'est aussi bien ôter une part de nourriture dans un plat qu'enlever une personne parmi les candidats aux élections présidentielles. Une décision se dit «*sardo*». À la suite d'un conseil de village par exemple, les gens de ce conseil disent «*tond dika saardo*» (nous avons pris la décision). Or, dans les entretiens, ces mots n'apparaissent que très rarement. Enfin, l'élu est celui qui «a gagné le *naam*» (*paama naam*). Cette analyse a permis de souligner ce que j'ai appelé «la naamification du politique», ou pour le dire autrement, l'isonomie dans la perception du pouvoir républicain et du pouvoir traditionnel mossi. Cette remarque aurait pu rester au stade de l'anecdote, mais elle a nourri une intuition de recherche qui a profondément irrigué la suite de l'analyse. Les entretiens ultérieurs ont permis d'éclairer la manière de percevoir le vote, perception dont le schéma ci-dessous rend compte de manière très symbolique.

3. 75 % de la population au Burkina Faso vivant toujours en zone rurale, les élections pluralistes se déterminent en conséquence essentiellement dans les campagnes.

La première caractéristique tourne autour de cette notion mooré de «*modge*», qui signifie «forcer», «obliger» quelqu'un. Or, dans les entretiens on constate que l'obtention d'un mandat électif n'est pas assortie de l'obligation d'améliorer les conditions d'existence des électeurs. Si le vote des électeurs peut leur apporter quelque chose, c'est tant mieux, mais ces derniers ne considèrent pas que leurs élus y soient tenus. En conséquence, la difficulté de leurs conditions



de vie ne sert jamais à formuler une critique envers leurs dirigeants. Cette vision s'explique par le fait que l'action publique est envisagée selon le registre du don. C'est le deuxième élément de l'analyse.

En effet, il apparaît de manière systématique dans les entretiens que les actions menées par les dirigeants politiques, et tout particulièrement le premier d'entre eux, sont perçues comme un don. Le verbe mooré «*n kō*» (donner) est systématiquement utilisé pour désigner les choses dont le village a bénéficié par l'intermédiaire d'un élu (il a donné une école, il a donné des sacs de mil, etc.) L'action publique est perçue comme relevant de la générosité des dirigeants. Cette vision qui est encouragée par, et renforce, bien évidemment, la personnification du politique ruine toute velléité de responsabilité publique ou de redevabilité. En effet, on ne réclame ni n'exige un don, on peut seulement essayer de l'obtenir. On entre dans cette politique de la ruse décrite notamment par Pierre-Joseph Laurent (1998) dans le contexte mossi burkinabè. Enfin, suite logique des deux premiers éléments, une élection est donc perçue non pas comme l'occasion de se doter de meilleurs responsables, mais plutôt de se constituer une bonne position pour négocier par la suite avec le dirigeant ou ses représentants. C'est cette notion de négociation que désigne le troisième terme utilisé dans les schéma (*yoodo*) qui a donné lieu à des choses très concrètes au cours de cette élection : chercher la plus grande unanimité possible pour être le village qui a « le plus voté le président » ; formuler dès la période préélectorale une demande précise (en l'occurrence ici un dispensaire) sur laquelle les villageois sont parvenus à obtenir, au cours de la campagne, une promesse de la part des représentants du parti au pouvoir ; enfin, chercher à choisir celui qui a le plus de chances de donner.

Ces trois éléments ont pu être identifiés grâce à l'analyse attentive des mots utilisés. Loin de moi l'idée de considérer qu'ils résument à eux seuls la vision du vote en milieu rural sahélien : ils sont particuliers à un contexte, à une région marquée par une histoire politique forte mais très binaire (historiquement, deux partis se sont affrontés dans ce village). Néanmoins, ces indications apportent des éclairages significatifs sur la manière de concevoir le vote. Cette analyse qui n'était pas prévue au début du travail d'enquête a émergé d'elle-même du fait de certains détours et médiations opérés au fil du parcours. Elle a aussi conduit à aborder la question du choix pour voir, dans ce contexte, comment les médias étaient mobilisés.

Or, il est vite apparu que la logique de choix n'était pas très pertinente. Les verbes « décider » ou choisir, nous l'avons dit, sont très peu utilisés dans les entretiens. Par contre, le verbe «*n puge*» (suivre) revient constamment. Le mooré possède deux verbes pour cette idée de suivre : «*puge*», qui veut dire suivre dans le sens « d'aller à la suite de », et «*tû*», dans le sens « d'aller ensemble », comme deux amis par exemple peuvent se suivre dans leur parcours scolaire et amical. Or, ce champ lexical et les entretiens indiquent que la politique est plutôt perçue comme « l'art de suivre » plutôt que comme l'art du choix. Le champ lexical utilisé pour parler des pratiques politiques est très « spatialisé »

et renvoie fondamentalement à l'inscription dans un espace local. Être militant d'un parti, c'est être « celui qui suit » un parti (*parti pugo*). Être responsable (du village, d'un parti, du département) se désigne par l'expression « *taor damba* », littéralement « ceux qui sont devant ». Les simples militants pour s'en distinguer se désignent comme les « suiveurs » (*pug-da*) ou bien « ceux qui sont derrière » (*poore damba*). Cette conception spatialisée implique que la pratique politique en période électorale consiste à suivre les bonnes personnes, que ce soit au niveau de la famille (les femmes suivent les maris, par exemple), du quartier, du village (le délégué, les responsables traditionnels) ou à l'échelle locale et nationale.

Les activités publiques menées pendant la campagne conduisent à tisser autour de chaque électeur un écheveau d'incitations politiques, dans lequel les espaces de discussion sont extrêmement réduits et où les électeurs sont considérés non pas comme des gens à convaincre, mais comme des gens à qui on doit enseigner la manière de bien voter. Leur « apprentissage » est même contrôlé jusqu'au jour du vote dans le bureau. Mais ce qui est intéressant de constater, c'est que dans ce contexte, l'enjeu au niveau du village n'était pas de choisir entre les candidats. Il n'y a jamais eu que deux partis au village, le parti au pouvoir (le Congrès pour la démocratie et le progrès – CDP) et le parti historique (l'Alliance pour la démocratie et la fédération/Rassemblement démocratique africain – l'ADF-RDA). Les autres sont tout simplement inconnus et n'ont mené aucune activité. Or, cette année-là, l'ADF-RDA ne se présentait pas et avait même appelé à voter pour le parti au pouvoir. Ainsi, pour les électeurs l'enjeu n'était pas de « choisir » un candidat mais de profiter au mieux de cette élection pour négocier un avantage pour le village. Il s'agissait aussi d'établir un rapport de force favorable afin d'obtenir par la suite des avantages négociés. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé, puisque les responsables du village (des deux bords politiques) s'étaient entendus pour obtenir du parti au pouvoir la promesse du dispensaire. Il restait à organiser le village pour le vote soit unanime et clair pour être en mesure de faire pression par la suite. Les entretiens montrent que c'est de cette manière qu'a été vécue l'élection... ce qui offre un contexte très différent à la compréhension de l'usage fait des médias dans ce contexte, ainsi que des attentes que ces électeurs nourrissent vis-à-vis d'eux.

Déconnexion des espaces médiatique et politique

Les entretiens sont frappants de similitude en ce qui concerne la très faible association faite par les interlocuteurs entre la campagne électorale et la production médiatique. De manière spontanée, les médias ne sont pas perçus comme des espaces de réalisation d'une campagne électorale. Pour les interlocuteurs rencontrés, une campagne politique, c'est avant tout une activité politique se déroulant dans l'espace villageois et caractérisée par des réunions, des sensibilisations de porte à porte, des discussions avec les représentants des partis qui se déplacent jusqu'au village. C'est une affaire d'interactions interpersonnelles et non d'échanges médiatisés. La campagne présidentielle, c'est

d'abord et avant tout la politique au village. Pourtant les gens écoutent fidèlement les radios, ils entendent les spots des différents candidats et les émissions que les radios font passer. Les radios ont travaillé dans un équilibre relativement respecté lors de cette élection, du fait notamment du faible enjeu, la victoire du candidat sortant étant largement garantie. L'espace médiatique fait donc bien partie de l'espace symbolique des interlocuteurs qui le mentionnent et disent avoir écouté une partie des programmes radiophoniques offerts par la radio durant cette période. Ils sont capables d'en citer de larges extraits.

Ce constat apparemment contradictoire permet d'avancer un double enseignement : l'espace médiatique est bien reconnu par les gens du village comme un espace dans lequel se déroule la campagne électorale, ils le reconnaissent comme tel. Néanmoins, il apparaît que cet espace est « sans effet » car il ne s'actualise aucunement dans l'espace politique du village fondé sur les échanges interpersonnels et non médiatisés auquel les interlocuteurs accèdent physiquement et sans intermédiaire. Cet espace politique de proximité prime sur l'espace médiatique. Ces deux espaces sont déconnectés. Les gens écoutent bien les programmes radiophoniques mais sans s'en saisir pour réfléchir à leur geste électoral. Si les paroles médiatiques ne s'inscrivent pas physiquement dans l'espace du village, elles restent sans importance. Un candidat qui n'a aucun représentant connu au niveau du village ou même du département n'a aucune chance d'influencer un électeur rural, malgré une brillante communication médiatique. La politique au village, c'est tout d'abord s'inscrire dans l'espace local. C'est se faire connaître des gens, se montrer à eux, faire qu'ils « sortent venir vous écouter » ; c'est leur permettre de revenir vous voir une fois l'élection passée, notamment pour solliciter un don.

Dans un tel contexte, la radio peut difficilement peser sur les décisions électorales. Le pluralisme réel de son offre pendant la campagne n'a pas vraiment de sens pour les électeurs. Comment voter pour un candidat qu'ils n'ont jamais vu, qui ne leur a rien promis et qui n'a même pas de représentant local vers lequel il serait possible de se tourner, le cas échéant, pour négocier un avantage ? Si l'espace radiophonique pluraliste est bien accessible, il demeure « inactif » dans l'élection considérée. Alors que les mêmes personnes se saisissent des radios pour d'autres raisons (un moyen d'entendre la langue de la communauté, un outil-réseau avec la communauté, un lien à l'extra-localité, souvent en effet le seul outil médiatisé de connaissance sur l'espace extra-villageois, une source de conseils), cet usage est sans portée pour le déroulement du vote, du fait qu'il est totalement déconnecté de l'espace politique spatialisé du village, seul référent en la matière. Ce résultat réinterroge de manière originale les réflexions actuelles menées sur des terrains non africanistes sur l'espace public, perçu non plus comme un espace de représentation mais comme un espace d'apparition (Tassin 2013) où se forment des acteurs. À distance de la sociologie politique classique où l'intelligibilité d'une manifestation est souvent réduite à l'appartenance à un mouvement, à une communauté, à la défense d'une revendication, l'action politique est cette fois liée au simple fait d'apparaître, de se rendre visible, de se manifester. C'est

l'action elle-même qui donne naissance à l'acteur politique, contrairement à une vision plus statique et essentialiste dans laquelle les acteurs, et leurs identités préexistent à leur action⁴. Or, au cours de cette recherche au Burkina Faso, l'espace médiatique est un lieu d'apparition d'acteurs et d'arguments qui à aucun moment ne deviennent visibles dans l'espace politique villageois. Cette déconnexion induit à « désactiver » la portée potentielle de cet espace médiatique et suggère de mobiliser cette problématique de la connexion/déconnexion dans les réflexions portant sur l'articulation entre médias et pratiques politiques.

En guise de conclusion : une frilosité sur les frontières

Ce récit des différentes médiations réalisées au cours d'une recherche sur les médias au Burkina Faso soutient la portée d'une pratique interdisciplinaire de la recherche, définie comme le questionnement lucide des frontières et présupposés des disciplines et comme l'ouverture à d'autres champs disciplinaires afin de rendre visible des éléments qui seraient restés autrement transparents. Cet article s'est employé à caractériser ces moments de questionnement sur les « invisibles » véhiculés par les approches disponibles et à tenter de les renouveler en empruntant, bricolant et inventant d'autres manières de les regarder. Ce questionnement implique parfois une indiscipline vis-à-vis des découpages habituels du réel afin de parvenir à se dégager des cadres normatifs dont les chercheurs sont naturellement porteurs du fait de leurs formations, de leurs lectures et de leur sociabilité scientifique. Cette attitude pose parfois problème et demande d'être justifiée vis-à-vis de ses pairs ; elle fait encourir plus de risques en matière de reconnaissance scientifique ; elle conduit parfois dans des contre-allées qui ressemblent de prime abord à des impasses, etc. C'est pourquoi l'interdisciplinarité, pour ne pas être seulement un label à la mode cachant un vide épistémologique, doit être encouragée malgré la fragilité qu'elle peut susciter. L'exemple des sciences de l'information et de la communication est à cet égard intéressant.

Les sciences de l'information et de la communication se sont depuis l'origine réclamées de l'interdisciplinarité. En 1972, Roland Barthes, Jean Meyriat et Robert Escarpit montent un groupe de nature associative pour faire reconnaître cette branche naissante du savoir. Ils y parviennent rapidement puisque le 20 janvier 1975, le Conseil consultatif des Universités (CCU)⁵ ouvre une nouvelle section portant le nom de Sciences de l'information et de la communication (SIC, section 71), marquant la naissance institutionnelle de ce qui sera officiellement reconnu, au même titre que les sciences de l'éducation, comme une interdiscipline, regroupant notamment l'histoire, la sociologie, le droit et l'informatique (Meyriat et Miège 2002 ; Boure 2006). Cette dimension

-
4. Je renvoie pour plus de précisions sur ces problématiques d'espace public au dossier spécial de la revue *Sens public*, intitulé « A-t-on enterré l'espace public ? Enquête sur les avatars d'un concept » (Leclerc-Olive et Capitant 2013, titre provisoire, à paraître).
 5. Ancêtre du CNU (Conseil national des universités), institution française qui préside à la gestion académique des disciplines et à la carrière des enseignants-chercheurs qui en dépendent.

situationnelle des SIC par définition interdisciplinaire laissait suggérer un encouragement fort à la réalisation de médiations disciplinaires. Au fil du temps néanmoins, elle a été rattrapée, comme d'autres disciplines avant elle, par la nécessité de construire son périmètre disciplinaire, de proposer des formations et des débouchés, de faire naître une communauté scientifique animée par des chercheurs, des revues, des comités : en somme d'affirmer l'identité disciplinaire de cette interdiscipline, conduisant à plus de rigidité qu'à l'origine. L'étude des rapports de qualification de la section 71 témoigne en effet d'une certaine frilosité vis-à-vis d'une trop grande ouverture à d'autres disciplines. Les jeunes docteurs en France doivent se faire « qualifier » auprès d'une section disciplinaire composée de leurs pairs, reconnaissance nécessaire pour poser sa candidature aux différents postes de maître de conférences aux universités, qui est le premier niveau hiérarchique de recrutement dans l'université française. Des docteurs d'une discipline peuvent postuler auprès d'une autre dans laquelle ils n'ont pas obtenu leur doctorat mais dont ils s'estiment proches par leur travail. Les mécanismes de sélection des candidats permettent d'obtenir des indicateurs intéressants sur le degré d'ouverture d'une discipline à l'autre. La section 71 est une des plus sélectives avec un taux moyen de qualification de 32 % (Froissart 2008 : 72), alors que la sociologie (section 19) tourne autour de 50 %. L'argument avancé est qu'il y a trop de candidature « hors-champ ». En 2010 par exemple, le taux de qualification des candidats ayant obtenu une thèse dans une autre discipline que les SIC était de 17 %, contre 53 % pour ceux ayant eu une thèse en SIC. En sociologie la même année, les candidats ayant une thèse dans une autre discipline que la sociologie représentaient 39 % ; ce taux monte à 52 % en 2010. Un autre indicateur intéressant est la part de ceux issus d'une autre discipline dans les qualifiés. En 2011, 29 % des qualifiés en SIC sont issus d'une autre discipline, 37 % en 2010. Les proportions sont cette fois-ci relativement similaires avec celles prévalant en sociologie. En 2010, 38 % des qualifiés en sociologie sont issus d'autres disciplines (essentiellement science politique et anthropologie)⁶. Ces chiffres attestent donc d'une réalité assez ambivalente. Il est visiblement plus difficile de se faire qualifier en SIC qu'en sociologie lorsqu'on est « hors discipline », le taux de rejet étant beaucoup plus fort. En fin de compte cependant, la part des hors discipline dans les qualifiés est sensiblement la même en SIC qu'en sociologie. Il demeure néanmoins que les SIC ne sont pas plus ouvertes à une autre discipline que leurs consœurs, ce qui s'avère un résultat étonnant pour une interdiscipline.

Cette certaine frilosité sur les frontières interroge sur le devenir des projets interdisciplinaires et suggère justement de réaffirmer la portée de cette démarche. Les contre-allées décrites dans cet article espèrent humblement y contribuer.

6. Chiffres calculés à partir des annales des rapports 1996/2011 de la section CNU 19 (sociologie), disponibles en ligne (<http://www.cpcnu.fr/web/section-19/rapport-d-activites-et-documents>) et des rapports 2010 et 2011 de la section 71 (http://transverse-cnu71.over-blog.com/pages/Statistiques_de_la_session_de_qualification_MCF_2011-4857007.html), consultés le 20 mars 2013.

Références

- ANG I., 1992, « Culture et communication », *Hermès*, 11-12 : 75-93.
- BALANDIER G., 2002, « Faut-il encore une anthropologie politique ? » : 25-30, in L. Sfez, *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*. Paris, Publications de la Sorbonne.
- BERTAUX D., 2005, *Le récit de vie*. Paris, Armand Colin.
- BERTHELOT J.-M., 1999, « Présentation », *Sociologie et sociétés*, 31, 1 : 3-10.
- BOURE R., 2006, « SIC : Institutionnalisation d'une discipline » : 246-257, in S. Olivesi, *Sciences de l'information et de la communication*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- BOURGAULT L., 1995, *Mass Media in Sub-Saharan Africa*. Bloomington, Indiana University Press.
- CAPITANT S. et M.-S. FRÈRE (dir.), 2011, « Les Afriques médiatiques », *Afrique contemporaine*, 240 : 25-41.
- CEFAÏ D. et D. PASQUIER, 2003, *Les sens du public : publics politiques, publics médiatiques*. Paris, Presses universitaires de France.
- CHÉNEAU-LOQUAY A., 2010, « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications », *Afrique contemporaine*, 2, 234 : 93-112.
- CONSEIL NATIONAL DES UNIVERSITÉS – CNU – SECTION 19, 2012, site Internet (<http://www.cpcnu.fr/web/section-19/rapport-d-activites-et-documents>), consulté le 20 mars 2013.
- DE CERTEAU M., 1980, *L'invention du quotidien*, tome I : *arts de faire*. Paris, Union Générale d'Éditions, 10/18.
- DUCHASTEL J. et D. LABERGE, 1999, « La recherche comme espace de médiation interdisciplinaire », *Sociologie et sociétés*, 31, 1 : 63-76.
- ELIASOPH N., 2003, « Publics fragiles » : 225-268, in D. Cefaï et D. Pasquier (dir.), *Les sens du public : publics politiques, publics médiatiques*. Paris, Presses universitaires de France.
- FRANCK R., 1999, « La pluralité des disciplines, l'unité du savoir et les connaissances ordinaires », *Sociologie et sociétés*, 31, 1 : 129-142.
- FRÈRE M.-S., 2000, *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*. Paris, Karthala.
- , 2010, *Élections et médias en Afrique centrale*. Paris, Éditions Karthala.
- FREYMONT N., D. MEIER et G. MERRONE, 2003, « Ce qui donne sens à l'interdisciplinarité », *A contrario*, 1, 1 : 3-9.
- FROISSART P., 2008, « Dossier de qualification et le CNU » : 59-78, in C. Lavielle, L. Leveneur et A. Rouger (dir.), *Construire son parcours de thèse*. Paris, L'Harmattan.
- HAMEL J., 2005, « Sociologie et interdisciplinarité, un mariage de raison ? », *A contrario*, 3, 1 : 107-115.
- HOWARD R., 2005, « Journalistes et conflits : débats théoriques et actions concrètes » : 15-48, in M.-S. Frère (dir.), *Afrique centrale : médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*. Bruxelles, GRIP.

- HYDEN G., F.F. OGUNDIMU et M. LESLIE, 2002, *Media and Democracy in Africa*. Uppsala, Nordiska Africainstitutet.
- IZARD M., 1985, *Gens du pouvoir, gens de la terre. Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga*. Cambridge, Paris, Cambridge University Press, Maison des Sciences de l'Homme.
- KASAVIN I.T., 2008, «L'idée d'interdisciplinarité dans l'épistémologie contemporaine», *Diogène*, 3: 223: 38-57.
- KASOMA P.F., 1995, «The Role of Independent Media in Africa's Change to Democracy», *Media, Culture and Society*, 17: 537-556.
- KATZ E., 1989, «La recherche en communication depuis Lazarsfeld», *Hermès*, 4: 77-91.
- KATZ E., M. GUREVITCH et H. HAAS, 1973, «On the Use of Mass Media for Important Things», *American Sociological Review*, 38, 2: 164-181.
- KIYINDOU A., 2010, *Technologies de l'information et de la communication. Enjeux et usages pour le développement*. Cachan, Londres, Hermès Lavoisier.
- LAPASSADE G., 1991, *L'ethnosociologie: les sources anglo-saxonnes*. Paris, Méridiens Klincksieck.
- LAURENT P.-J., 1998, *Une association de développement en pays mossi. Le don comme ruse*. Paris, Karthala.
- LECLERC-OLIVE M., 2006, «Un pouvoir local peut-il être public?»: 215-241, in M. Leclerc-Olive (dir.), *Affaires locales*. Paris, Karthala, GEMDEV.
- LECLERC-OLIVE M. et S. CAPITANT, 2013, *Sens public*, numéro spécial «A-t-on enterré l'espace public? Enquête sur les avatars récents d'un concept» (titre provisoire), à paraître.
- LENOBLE-BART A., 2003, «Presse catholique et État en Afrique subsaharienne depuis les années 60»: 371-387, in P. Delisle et M. Spindler (dir.), *Les relations Églises et États en situation postcoloniale*. Paris, Karthala.
- MABWEAZARA H.M. et L.N. STRELITZ, 2011, «Enquête sur la popularité du tabloïd zimbabwéen uMthunya», *Afrique contemporaine*, 240: 61-76.
- MAMDANI M., 2004, *Citoyen et sujet*. Paris, Amsterdam, Karthala, Sefhis.
- MEYRIAT J. et B. MIÈGE, 2002, «Le projet des Sic: de l'émergent à l'irréversible»: 45-70, in R. Boure (dir.), *Les origines des sciences de l'informations et de la communication*. Villeuve d'Asq, Septentrion.
- MWESIGE P., 2011, «Les fonctions et dysfonctions démocratiques des débats politiques radiophoniques»: 109-124, *Afrique contemporaine*, 4, 240: 109-124.
- MYTTON G., 1983, *Mass Communication in Africa*. Londres, Edward & Arnold.
- NYAMNJOH F.B., 2005, *Africa's Media, Democracy, and the Politics of Belonging*. Pretoria, Londres, Unisa Press, Zed Books.
- NYAMNJOH F., M. DE BRUIJN et I. BRINKMAN (dir.), 2009, *Mobiles Phones: The New Talking Drums of Everyday Africa*. Bamenda, Leiden, Langaa Publishers, African Studies Centre.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995, *Anthropologie du développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, Karthala.

- RESWEBER J.-P., 1981, *La méthode interdisciplinaire*. Paris, Presses universitaires de France.
- SAVONNET-GUYOT C., 1986, *État et sociétés au Burkina. Essai sur le politique africain*. Paris, Karthala.
- SCHWARTZ O., 1993, « Postface : l'empirisme irréductible » : 265-308, in N. Anderson, *Le Hobo*. Paris, Éditions Nathan.
- SFEZ L., 2001, « Interdisciplinarité et communication », *Cahiers internationaux de sociologie*, 111 : 341-349.
- STERLITZ L., 2005, *Mixed Reception: South African Youth and Their Experience of Global Media*. Pretoria, University of South Africa Press.
- TASSIN É., 2013, « Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public », *Sens Public*, à paraître.
- TRANSVERSE-CNU71.OVER-BLOG.COM, 2012, « Statistiques de la session de qualification MCF 2011 », consulté sur Internet (http://transverse-cnu71.over-blog.com/pages/Statistiques_de_la_session_de_qualification_MCF_2011-4857007.html), le 20 mars 2013.
- TUDESQ A.J., 1985, *La radio en Afrique noire*. Paris, Pedone.
- , 1998, *Journaux et radios en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, GRET.
- UGBOAJAH F.O., 1985, *Mass Communication, Culture and Society in West Africa*. Oxford, Hans Zell.
- WERNER J.-F., 2006, *Médias visuels et femmes en Afrique de l'Ouest*. Paris, L'Harmattan.
- WILCOX D.L., 1975, *Mass Media in Black Africa: Philosophy and Control*. New York, Londres, Praeger.
- WILLEMS W., 2006, « Africa as Negation of the West: Moving beyond Eurocentric Approaches to Media in Africa », conférence au colloque Internationalising Media Studies. Londres, Westminster University, 15-16 septembre.

RÉSUMÉ – ABSTRACT – RESUMEN

L'interdisciplinarité comme indiscipline : les « contre-allées » d'une recherche sur les médias au Burkina Faso

La pratique interdisciplinaire est une pratique quotidienne du chercheur qui le conduit à cheminer par des contre-allées, à prendre de la distance par rapport à son corpus disciplinaire de référence et à interroger la fragilité des frontières. Cela demande parfois de l'indiscipline et suscite des moments de frilosité scientifique. Cet article soutient ce cheminement indiscipliné en revenant sur trois actes d'indisciplinarité menés au cours d'une recherche sur les médias au Burkina Faso et qui se sont avérés d'une grande portée : remise en cause de la relégation à la périphérie de la sociologie de la communication de l'étude des médias en Afrique ; adoption d'une méthode anthropologique et recours à la sociolinguistique pour faire parler les matériaux de recherche.

Mots clés : Capitant, interdisciplinarité, médias, espace public, réception, Afrique subsaharienne

*Interdisciplinarity as Alternative Form of Process: The «Side Paths»
of a Media Studies Research in Burkina Faso*

Interdisciplinarity is a daily practice for research workers. Practice leads to use side paths, to take a step back from its own discipline and to question relevance of disciplinary borders. This process involves sometimes to call into question the main roads and to experience moments of fragility. This article defends this way of carrying out research. It relates three resourceful moments of interdisciplinarity which occurred during a research on media in Burkina Faso. The aim was to question relegation of African media studies to the outskirts of sociology of communication, to use anthropological methods and to resort to sociolinguistic in order to make materials research talk.

Keywords: Capitant, Interdisciplinarity, Media Studies, Public Space, Reception, Sub-Saharan Africa

*La interdisciplinarietà en tanto que indisciplina: los «contra-trayectos»
de una investigación sobre los medios de comunicación en Burkina Faso*

La práctica interdisciplinaria es una práctica cotidiana del investigador que lo lleva a embarcarse en la fluidez de los contra-trayectos, a tomar distancia con relación a su disciplina de referencia y a cuestionar la irresolución de las fronteras, lo que puede exigir la indisciplina y suscitar momentos de fragilidad científica. Este artículo apoya dicha fluidez indisciplinada regresando a tres actos *indisciplinarios* que se realizaron durante una investigación sobre los medios de comunicación en Burkina Faso y que se revelaron de gran alcance: cuestionamiento de la relegación a la periferia de la sociología de la comunicación el estudio de los medios de comunicación en África, adopción de un método antropológico y recurso a la socio-lingüística para suscitar el habla de los materiales de investigación.

Palabras clave: Capitant, interdisciplinarietà, medios de comunicación, espacio público, recepción, África sub-sahariana

Sylvie Capitant
IEDES-UMR Développement et Sociétés
Université Paris I – Panthéon Sorbonne
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex
France
sylvie.capitant@univ-paris1.fr